

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune de COMMERCY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,
Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu la demande de l'entreprise CEME - 128 RUE LEONARD DE VINCI - 54340 - POMPEY en date du 12 01 2024 qui souhaite occuper temporairement le domaine public devant le SITE ORANGE pour évacuer un TRANSFORMATEUR pour le compte d'ORANGE,
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Du 22 01 2024 Au 23 01 2024, l'entreprise CEME est autorisée à occuper temporairement le domaine public - Le long du SITE ORANGE pour évacuer un TRANSFORMATEUR (depuis la porte d'entrée) pour le compte d'ORANGE,

ARTICLE 2 - Ces travaux et ce stationnement nécessiteront les dispositions suivantes :

- mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du chantier, des véhicules et des piétons,
- accès aux chambres et regards des branchements et réseaux souterrains libérés sur simple demande verbale des concessionnaires ou des Services Techniques Municipaux,
- protection du trottoir contre tout risque de dégradations,
- mise en place de la signalisation piétonne adaptée,
- balisage du chantier,
- le permissionnaire sera tenu de laisser le passage libre sur simple demande,
- le permissionnaire sera tenu de déplacer son camion-benne sur simple demande,
- stationnement interdit pour les usagers PARKING BERCHENY HAUT devant l'entrée du SITE ORANGE,
- réservation de 04 places de stationnement devant l'entrée du SITE ORANGE;

ARTICLE 3 - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire. Les panneaux d'autorisation de stationner seront dressés au préalable par les Services Techniques de la Ville à la demande de l'entreprise CEME.

ARTICLE 4 - L'entreprise CEME répondra des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veillera à préserver les droits des tiers.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

ARTICLE 6 - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée.

COMMERCY, le 12 01 2024

Le Maire,
Jérôme LEFÈVRE



CEME
128 RUE LEONARD DE VINCI
54340 POMPEY

DEMANDE D'AUTORISATION

d'occuper temporairement le domaine public Parking BERCHENY HAUT- le long du SITE ORANGE pour évacuer un TRANSFORMATEUR (depuis la porte d'entrée) pour le compte d'ORANGE,

période d'occupation du domaine public : Du 22 01 2024 Au 23 01 2024

le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce stationnement et de ces travaux

DISPOSITIONS A RESPECTER

toutes les mesures nécessaires devront être prises pour garantir la sécurité du chantier, des piétons

le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur

le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ces travaux

toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

le dépassement non justifié de la durée annoncée entraînera une redevance de par jour supplémentaire.

L'entreprise CEME reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

POMPEY, le _____
Cachet et signature du permissionnaire,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune de COMMERCY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,
Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu la demande de l'entreprise MANGIN ESPACES VERTS - 1 RUE DE L'EPICHEE à LEROUVILLE - 55200
- en date du 16 01 2024 qui souhaite occuper temporairement le domaine public devant le N°09 RUE
HENRI GARNIER pour effectuer la taille de haie pour le compte de l'HOPITAL SAINT-CHARLES,
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les
travaux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Le 18 01 2024 (le matin uniquement) l'entreprise MANGIN ESPACES VERTS est autorisée à occuper temporairement le domaine public dans la RUELLE DE L'ETANG pour effectuer le chargement de végétaux pour le compte de l'HOPITAL SAINT-CHARLES,

ARTICLE 2 - Ces travaux et ce stationnement nécessiteront les dispositions suivantes :

- mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du chantier, des véhicules et des piétons,
- accès aux chambres et regards des branchements et réseaux souterrains libérés sur simple demande verbale des concessionnaires ou des Services Techniques Municipaux,
- protection du trottoir contre tout risque de dégradations,
- mise en place de la signalisation piétonne adaptée,
- RUE BARREE (sauf riverains) depuis l'intersection de la RUE PORTE-AU-RUPT jusqu'à hauteur du portail de la sortie du parking de l'Hôpital RUELLE DE L'ETANG,
- balisage du chantier,
- le permissionnaire sera tenu de laisser le passage libre sur simple demande,
- le permissionnaire sera tenu de déplacer son camion-benne sur simple demande,
- stationnement interdit Ruelle de l'Etang,
- réservation de 03 places de stationnement devant la sortie du parking de l'hôpital Saint-Charles,

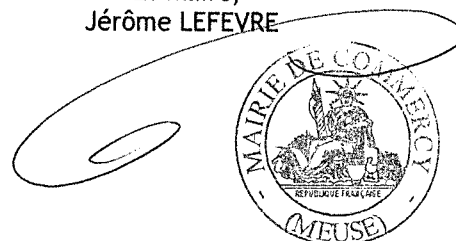
ARTICLE 3 - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire. Les panneaux d'autorisation de stationner seront dressés au préalable par les Services Techniques de la Ville à la demande de l'entreprise MANGIN ESPACES VERTS.

ARTICLE 4 - L'entreprise MANGIN ESPACES VERTS répondra des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veillera à préserver les droits des tiers.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

ARTICLE 6 - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée.

COMMERCY, le 16 01 2024

Le Maire,
Jérôme LEFEVRE

MANGIN ESPACES VERTS
RUE DE L'EPICHEE
55200 LEROUVILLE

DEMANDE D'AUTORISATION

d'occuper temporairement le domaine public dans la RUELLE DE L'ETANG pour effectuer le chargement de végétaux pour le compte de l'HOPITAL SAINT-CHARLES,

période d'occupation du domaine public : Le 18 01 2024 (le matin uniquement)

le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce stationnement et de ces travaux

DISPOSITIONS A RESPECTER

toutes les mesures nécessaires devront être prises pour garantir la sécurité du chantier, des piétons

le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur

le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ces travaux

toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

le dépassement non justifié de la durée annoncée entraînera une redevance de par jour supplémentaire.

L'entreprise MANGIN ESPACES VERTS reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

LEROUVILLE, le _____
Cachet et signature du permissionnaire,

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

Le Maire de la Commune de COMMERCY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,
Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande de l'entreprise SARL PARISET BTP - ZAC LA HAIE DES VIGNES - LIEU DIT «LES HERBUES» à ALLAIN - 54170 - en date du 15 01 2024 qui souhaite occuper temporairement le domaine public, au niveau du N°32 RUE D'EUVILLE, pour procéder à la pose d'un massif pour poteau candélabre et changement poteau candélabre suite à sinistre éclairage public
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Le 19 01 2024, l'entreprise SARL PARISET BTP est autorisée à occuper temporairement le domaine public, au niveau du N°32 RUE D'EUVILLE, pour procéder à la pose d'un massif pour poteau candélabre et changement poteau candélabre suite à sinistre éclairage public,

ARTICLE 2 - Ces travaux devront être effectués selon les prescriptions techniques ci- dessous et avec toutes les mesures de sécurité nécessaires :

- chantier signalé conformément à la réglementation en vigueur,
- chantier protégé par des barrières,
- circulation par alternat manuel ou par feux tricolores si nécessaire,
- vitesse limitée à 30km/h avec interdiction de dépassement au droit des travaux,
- mise en place de panneaux « piétons, prenez le trottoir d'en face »

Conditions particulières liées à la sécurité :

- travaux en rue barrée ou demi-chaussée, ou chaussée rétrécie en fonction de l'avancement du chantier,
- stationnement interdit en fonction de l'avancement du chantier,
- itinéraire piéton assuré en permanence et sécurisé,
- clôture du chantier,

Réfection de la chaussée et des trottoirs :

- le trottoir seront refaits à l'identique avec des matériaux d'apport (enrobé 0/10 sur chaussée et 0/6 sur trottoir : en pleine largeur de trottoir, comprenant surlargeur de 10 cm, sur couche d'accrochage et joints traités à l'émulsion sablée, reprise des délaissés < 30 cm),
- les bordures, caniveaux, pavés et regards seront déposés et rescellés ou reconstruits à l'identique conformément aux règles de l'art ou fonçage (les affouillements sont interdits),
- les raccords de revêtement seront découpés proprement avant terrassement et de manière rectiligne,
- fermeture à zéro de la fouille en attente de la réfection définitive, en enrobé à froid sur chaussée ou bicouche, si le délai d'intervention entre la fin des remblais et la réfection des enrobés est supérieur à 5 jours

Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

ARTICLE 3 - Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever les matériaux, et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état provisoires, ne devra pas excéder le 19 01 2024.

ARTICLE 4 - La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation correspondant à la période demandée. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans le cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 5 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

ARTICLE 7 - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques, et leurs agents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée.

COMMERCY, le 16 01 2024



SARL PARISET BTP
ZAC LA HAIE DES VIGNES
LIEU DIT «LES HERBUES»
54170 ALLAIN

DEMANDE D'AUTORISATION

d'occuper temporairement le domaine public au niveau du N° 32 RUE D'EUVILLE, pour procéder à la pose d'un massif pour poteau candélabre et changement poteau candélabre suite à sinistre éclairage public.

période d'occupation du domaine public : Le 19 01 2024

le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ces travaux

DISPOSITIONS A RESPECTER

toutes les mesures nécessaires devront être prises afin de garantir la sécurité du chantier, des riverains, des véhicules et des piétons

le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur ; les travaux devront être réalisés selon les prescriptions techniques énoncées à l'article 2

le chantier sera protégé par des barrières

toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

L'entreprise SARL PARISET BTP reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

le _____

Cachet et signature de l'entreprise,